



Droit d'auteur et accès au savoir en Afrique : Résultats des recherches sur les limitations et les exceptions effectuées au sein de huit pays de l'étude.

Lettre d'information No 2 - Mai 2009

Cette lettre d'information a été rédigée conjointement par les collaborateurs du projet D2ASA (ACA2K en anglais) et avec le soutien du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada, la Fondation sud-africaine Shuttleworth, IQsensato, et le Centre LINK, Ecole supérieure de gestion publique et du développement (P&DM), Université de Witwatersrand, Johannesburg.

Ce travail a pu être mené à bien grâce à une subvention du Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada.

Droit d'Auteur et Accès au Savoir en Afrique (D2ASA)
www.d2asa.org, www.aca2k.org



Cette œuvre est sous contrat Creative Commons Paternité-Partage des Conditions Initiales à l'Identique 2.5, Licence Sud-Africaine. Pour lire une copie de cette autorisation, visitez l'adresse suivante : <http://creativecommons.org/licenses/by-sa/2.5/za/> ou envoyez une lettre à Creative Commons, 171 Second Street, Suite 300, San Francisco, Californie 94105, USA.

Notice relative au droit d'auteur rédigée en termes courants

Cette œuvre est protégée par les détenteurs de ses droits d'auteur (Fondation Shuttleworth et Université de Witwatersrand) dans le cadre d'une licence de type Paternité-Partage des Conditions Initiales à l'Identique 2.5, Afrique du Sud



Vous êtes libres :



- de reproduire, distribuer et communiquer cette création au public



- de modifier cette création

Conditions :



- **Paternité.** Vous devez citer le nom de l'auteur original de la manière indiquée par l'auteur de l'œuvre ou le titulaire des droits qui vous confère cette autorisation (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'ils vous soutiennent ou approuvent votre utilisation de l'œuvre).



- **Partage des Conditions Initiales à l'Identique.** Si vous modifiez, transformez ou adaptez cette création, vous n'avez le droit de distribuer la création qui en résulte que sous un contrat identique à celui-ci.
- À chaque réutilisation ou distribution de cette création, vous devez faire apparaître clairement au public les conditions contractuelles de sa mise à disposition. La meilleure manière de les indiquer est un lien vers cette page Web : <http://creativecommons.org/licenses/by-sa/2.5/za/> ; mettre en place un lien vers <http://www.d2asa.org> et <http://www.aca2k.org>
- Chacune de ces conditions peut être levée si vous obtenez l'autorisation du titulaire des droits sur cette œuvre.
- Rien dans cette autorisation ne diminue ou ne restreint le droit moral de l'auteur ou des auteurs.

Avertissement

Cette notice portant sur le droit d'auteur et rédigée de manière simplifiée n'est pas un contrat. Il ne s'agit que d'une source pratique pour faciliter la compréhension du Code Juridique que vous pouvez consulter à l'adresse suivante : <http://creativecommons.org/licenses/by-sa/2.5/za/legalcode>.

Vous trouverez un Titre d'Autorisation rédigé également de manière simplifiée en plusieurs langues à l'adresse suivante : <http://creativecommons.org/licenses/by-sa/2.5/za>. Ce titre explique en termes courants les principaux éléments du contrat. Envisagez-le comme une interface conviviale, simplifiée pour lire le contrat.

Ce qui précède n'affecte en rien vos droits en tant qu'utilisateur.

Attribution requise

Vous devez citer cette œuvre en indiquant son titre, les détenteurs de ses droits d'auteur, le nom complet du projet (Projet Droit d'Auteur et Accès au Savoir en Afrique (D2ASA)), les organisations qui contribuent au projet (Centre de recherches pour le développement international (CRDI), la Fondation Shuttleworth IQsensato, et le Centre LINK, Ecole supérieure de gestion publique et du développement (P&DM), Université de Witwatersrand) ainsi que l'adresse URL suivante sur chaque copie ou version modifiée, quel que soit le format (numérique ou papier) :

<http://www.d2asa.org> <http://www.aca2k.org>
<http://www.idrc.ca>
<http://www.shuttleworthfoundation.org>
<http://www.iqsensato.org>
<http://link.wits.ac.za>

Si vous modifiez cette œuvre, vous devez supprimer les logos du « IDRC-CRDI », « Shuttleworth Foundation », « IQsensato » et « LINK Centre, University of the Witwatersrand »

Rapport d'activité

Un système de droit d'auteur juste et équilibré peut promouvoir l'accès au savoir et soutenir certains principes publics essentiels tels que l'avancement de l'éducation en Afrique. C'est dans ce cadre que le réseau du Droit d'Auteur et l'Accès au Savoir en Afrique (D2ASA) a entrepris une recherche à l'échelle du continent dont l'objectif est de mieux comprendre la relation entre l'environnement national des droits d'auteur et l'accès au savoir, et en particulier l'accès aux ressources didactiques. Cette recherche se concentre sur huit pays africains : l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Ghana, Kenya, le Maroc, Mozambique, l'Ouganda et le Sénégal. La présente lettre d'information décrit quelques-uns des résultats initiaux découlant de l'analyse des rapports provisoires provenant des huit pays de l'étude.

Ces résultats ne sont pas seulement pertinents pour les pays étudiés mais aussi pour la communauté internationale du droit d'auteur et plus précisément pour l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) dont la Commission permanente sur le droit d'auteur et les droits voisins (SCCR) est engagée dans le développement progressif des normes, des politiques et des pratiques concernant le droit d'auteur. La recherche du projet D2ASA s'avère pertinente tout particulièrement dans les discussions portant sur les limitations et les exceptions.

En général, la recherche du projet D2ASA indique que les œuvres créatives sont très protégées par les lois nationales sur le droit d'auteur dans tous les pays d'Afrique étudiés. Cependant, il existe peu de sensibilisation et d'utilisation des flexibilités du droit d'auteur qui pourraient faciliter l'accès au savoir. Le lien entre la loi du droit d'auteur et la consommation et la production de savoir sont, de ce fait, souvent ignorées lors de la mise en place des stratégies.

Plusieurs aspects des lois nationales sur le droit d'auteur ont une incidence sur l'accès au savoir, mais le rôle joué par les limitations et les exceptions est particulièrement important. De ce point de vue, l'étude menée lors du projet D2ASA indique que, dans les huit pays de l'étude sans exception, les limitations et les exceptions du droit d'auteur étaient définies sans largesse et/ou trop vaguement pour faciliter l'accès d'une manière équitable et efficace. Il devient urgent de pourvoir des limitations et exceptions appropriées, car la recherche du projet D2ASA montre bien que dans de nombreux cas, la loi ne reflète pas les besoins pratiques des pays africains de l'étude.

Il est à noter que les résultats de la recherche du projet D2ASA décernent un nombre de facteurs – et pas seulement la loi sur le droit d'auteur – qui généralement empêchent ou restreignent l'accès au savoir. Ces facteurs comprennent entre autre le manque de disponibilité d'information, le prix trop élevé, et dans certains cas, le fait que la lecture ne fasse pas partie de la culture traditionnelle du pays. La recherche du projet D2ASA montre également que dans tous les pays de l'étude (à l'exception de l'Afrique du Sud) les effets de la loi du droit d'auteur sur le terrain – même quand la loi est très restrictive – sont minimaux, à cause de la faiblesse de la mise en vigueur de ces règles.

En termes pratiques, cela signifie que la violation du droit d'auteur non punie (à l'égard de la ressource didactique) est la voie principale suivie pour l'accès au savoir dans les pays de l'étude du projet D2ASA. Cependant, la situation est en train de changer. Les détenteurs de droit d'auteur ont commencé à sanctionner systématiquement les violations et contrefaçons du droit d'auteur qui ont été perçues. Il est à craindre que les lois nationales sur le droit d'auteur telles qu'elles sont formulées actuellement, quand elles seront de plus en plus mises en vigueur, peuvent créer des barrières significatives aux ressources didactiques dans les pays de l'étude du projet D2ASA. La recherche du projet D2ASA suggère que si les lois sur le droit d'auteur étaient mieux adaptées aux réalités des pays de l'étude, le système pourrait opérer de façon plus efficace pour toutes les parties intéressées.

1. Le projet D2ASA – Présentation

Le projet du Droit d'Auteur et l'Accès au Savoir en Afrique (D2ASA) a débuté en 2007 avec le soutien du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada et la Fondation Shuttleworth en Afrique du Sud. Le projet D2ASA est géré par le Centre LINK, Ecole supérieure de gestion publique et du développement (P&DM), Université de Witwatersrand, Johannesburg.

L'objectif primaire du projet est de vérifier le lien entre les environnements nationaux du droit d'auteur et l'accès au savoir en utilisant les ressources didactiques comme une mesure du savoir. Le projet réunit un réseau de plus de 30 experts en loi, économie, sciences de l'information et études sur le genre, ayant sa base presque entièrement en Afrique (voir annexe). Le projet a des nœuds de recherche dans huit pays africains qui sont : l'Égypte, le Ghana, le Kenya, le Maroc, le Mozambique, le Sénégal, l'Afrique du Sud et l'Ouganda. Les pays d'étude du projet D2ASA ont été sélectionnés de manière à refléter les différences dans les contextes légaux, socioéconomiques, politiques, culturels et linguistiques.

Le cadre conceptuel du travail

Le principe conceptuel fondamental du projet de recherche D2ASA est que le savoir est essentiel au développement humain. L'accès au savoir est donc un droit essentiel de l'homme puisque qu'il est un des composants du développement économique, de la croissance culturelle et de la réalisation individuelle. Ainsi, selon le cadre conceptuel du projet D2ASA, un juste système de droit d'auteur sera celui qui permet l'accès au savoir.

L'accès au savoir doit être assimilé dans le contexte des conditions socioéconomiques prévalentes dans le pays ainsi que celui de l'infrastructure physique et de l'infrastructure de la technologie de l'information et des communications (ICT). Il existe également une relation significative entre les milieux légaux et l'accès au savoir, comme un certain nombre d'intellectuels et commentateurs l'on fait remarquer. Le réseau D2ASA considère ainsi l'accès au savoir comme un objectif crucial relatif au développement et au droit de l'homme ; un objectif qui nécessite une méthodologie de recherche pluridisciplinaire.

L'accès au savoir est étroitement lié à l'éducation et à la disponibilité des ressources didactiques. L'accès aux ressources didactiques n'est pas seulement une condition préalable à la constitution du savoir. Il peut également servir comme un utile outil pour mesurer l'accès au savoir d'une société en général.

Bien que différents pays présentent des problèmes d'accès au savoir divergentes, le projet D2ASA présume qu'il est généralement évident dans toute l'Afrique que les systèmes nationaux d'éducation ne satisfont pas aux besoins de la vaste majorité de ses citoyens.

Il s'agit d'un problème compliqué aux causes multiples. Le projet D2ASA émet l'hypothèse qu'une de ces causes est l'accès inadéquat aux ressources didactiques. Le mécanisme législatif prédominant utilisé pour faciliter la création et la dissémination de ces ressources didactiques est le droit d'auteur. Paradoxalement, la loi sur le droit d'auteur peut aussi restreindre l'accès aux ressources didactiques. Ainsi, dans un pays donné, le droit d'auteur peut, en même temps, promouvoir et entraver l'accès aux ressources didactiques et l'accès au savoir en général.

Evidemment, la législation par elle-même ne détermine pas la relation entre le droit d'auteur et l'accès aux ressources didactiques. La législation doit être perçue comme étant une partie de l'environnement du droit d'auteur dans son entier, qui comprend, entre autre :

- Les statuts et réglementations du droit d'auteur d'un pays en ce qui concerne les ressources didactiques numériques et non-numériques ;
- La jurisprudence précédente d'un pays en matière de droit d'auteur (pour les pays de « common law ») et les attitudes/décisions judiciaires qui portent sur les ressources didactiques numériques et non-numériques ;
- Perceptions du cadre du droit d'auteur ;
- L'interprétation réelle et les pratiques liées au cadre juridique du droit d'auteur d'un pays ; et
- Les normes, les conditions sociales et les dynamiques du marché qui influencent la manière dont les individus obtiennent l'accès et utilisent les ressources didactiques.

Questions et hypothèse de la recherche

Enracinée dans le cadre conceptuel du travail défini ci-dessus, la recherche du D2ASA menée dans huit pays a voulu répondre à une question de base :

- Dans quelle mesure le droit d'auteur accomplit-il l'objectif de faciliter l'accès au savoir dans les pays étudiées ?

En utilisant l'accès aux ressources didactiques pour mesurer l'accès au savoir en général, les questions spécifiques auxquelles la recherche tente de répondre sont :

- Quel est l'état de l'environnement du droit d'auteur dans le pays et quel est l'impact de cet environnement sur l'accès aux ressources didactiques?
- Quels sont les processus politiques, juridiques, sociaux et/ou techniques qui pourraient influencer positivement l'environnement de droit d'auteur du pays en ce qui concerne l'accès aux ressources didactiques?
- A quoi pourrait ressembler l'environnement idéal du droit d'auteur du pays ?

Afin d'établir jusqu'où le droit d'auteur remplit son objectif quant à la facilitation de l'accès au savoir (ressources didactiques) dans les huit pays de l'étude, la recherche du D2ASA a testé deux hypothèses principales :

- Les environnements de droit d'auteur dans les pays de l'étude ne permettent pas un accès maximum aux ressources didactiques; et
- Les environnements de droit d'auteur dans les pays de l'étude peuvent être modifiés pour maximiser l'accès réel aux ressources didactiques.

Méthodologie de recherche

Le projet D2ASA, par sa conception et méthodologie, entend par la notion de l'environnement national de droit d'auteur non seulement les lois, les règlements et les politiques mais aussi les pratiques. Par conséquent, la méthodologie du projet D2ASA comprend une approche à deux volets : 1) l'analyse doctrinale des éléments juridiques du droit d'auteur du pays et du cadre d'accès : 2) une enquête qualitative des perceptions pratiques, des interprétations et/ou des interactions avec la loi.

L'analyse doctrinale

La composante doctrinale de la recherche inclut une analyse juridique critique des statuts, des réglementations et des décisions juridiques et administratives pertinents. Cette analyse doctrinale vise à dévoiler le contenu des lois sur le droit d'auteur en ce qui concerne l'accès aux ressources didactiques dans les pays de l'étude. Elle comprenait également l'analyse des décisions juridiques et administratives concernant le droit d'auteur et les ressources didactiques.

Recherche qualitative

Cette composante de la méthodologie a pour but de comprendre les implications pratiques de ces lois sur les différents partenaires. Elle a été divisée en deux parties : une revue de toute littérature secondaire pertinente et des entretiens d'évaluation de l'impact.

Les entretiens d'évaluation de l'impact ont été réalisés dans l'intention de révéler les conséquences « voulues et réelles » des lois sur le droit d'auteur dans les pays de l'étude. Ces entretiens ont permis aux chercheurs du projet D2ASA de recueillir non seulement les avis des experts et des commentateurs mais aussi ceux des utilisateurs ordinaires de la loi et/ou des ressources didactiques. Il faut aussi souligné que les aspects doctrinaux et qualitatifs de la méthodologie et de l'analyse étaient liés de manière inextricable.

En général, les personnes à interviewer ont été choisies de sorte qu'elles représentent des perspectives différentes sur le droit d'auteur et les situations d'accès qui existent dans les pays de l'étude. La plupart des personnes interviewées appartenaient aux catégories suivantes :

- *Le ou les département(s) gouvernementale(s)* responsable(s) de la mise en place des politiques nationales du droit d'auteur et/ou qui propose(nt) les législations sur le droit d'auteur.
- *Les communautés d'enseignements et les utilisateurs* (en reconnaissant que les communautés d'enseignements peuvent être des créateurs et/ou des détenteurs d'un droit d'auteur).

- *Les détenteurs du droit d'auteur* (y compris les sociétés collectives ou les associations industrielles)
- *Les intermédiaires* qui distribuent les ressources didactiques.
- *Les administrateurs, les professionnels ou les agences d'application* de droit d'auteur.

2. Résultats généraux légaux et qualitatifs découlant de la recherche D2ASA

Les résultats présentés ci-dessous ont été extraits des rapports provisoires de recherche récemment achevés par les huit équipes des pays de l'étude.

- 2.1 Contrairement aux observations souvent occasionnelles et à la perception générale qui affirme que les lois sur le droit d'auteur sont faibles en Afrique, il a été établi que tous les pays de l'étude du projet D2ASA offrent une protection de droit d'auteur qui dépasse les normes minimales imposées par les traités et les accords internationaux pertinents tels que la Convention de Berne, l'accord ADPIC de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les traités d'Internet (WCT et WPPT) de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle par lesquels ces pays sont liés. La durée de protection du droit d'auteur en est un bon exemple: selon Berne (et ADPIC), la durée de protection minimale est de 50 ans subséquentement le décès du créateur pour la plupart des œuvres créatives. Et pourtant, des pays tel que le Ghana, le Mozambique et le Maroc offrent tous une durée de protection des œuvres créatives qui dépasse de loin la date minimale mentionnée.
- 2.2 L'arrivée de l'Internet et des technologies de l'information et des communications (TIC) en général a créé une opportunité importante permettant un accès au savoir plus ample. La réglementation du droit d'auteur dans un milieu numérique comporte donc une responsabilité spéciale – appliquée judicieusement, elle a le potentiel de faciliter l'accès au savoir par le biais des nouvelles technologies, mais appliquée avec trop de zèle, elle risque de le restreindre. En particulier, les dispositions anti-circonvension dans les lois de certains pays de l'étude du projet D2ASA engendrent des inquiétudes car ces clauses rendent la circonvension des mécanismes de protection technologiques (TPM) illégale – même lorsque, par exemple, un utilisateur ne veut prendre avantage que des limitations et des exceptions du droit d'auteur, y compris du droit d'utilisation équitable concernant un œuvre donnée.
- 2.3 Alors que la loi sur le droit d'auteur est importante pour accéder au savoir, il existe un certain nombre de mesures politiques positives qui pourraient être mises en œuvre - dans les différents secteurs - afin de promouvoir le domaine public. En Afrique du Sud, par exemple, un règlement mis en œuvre récemment soutient le logiciel libre et les normes libres, abaissant ainsi les barrières à l'accès aux TIC. En Ghana, les universités ont recouru une politique « pro-accès », c'est-à-dire qu'elles ont regroupé leurs ressources pour acheter plus de matériel électronique qu'elles partagent ensuite ensemble. Ceci permet d'en réduire le coût.

- 2.4 Il est important pour les décideurs qui se trouvent à tous les niveaux pertinents du gouvernement, de connaître l'impact du droit d'auteur sur l'accès au savoir. La recherche du projet D2ASA montre que ce niveau de vigilance est très différent d'une direction gouvernementale à l'autre et d'un pays à l'autre. Au Maroc, par exemple, aucune direction gouvernementale en dehors de celle qui se préoccupe du droit d'auteur n'est au courant de la relation qui existe entre le droit d'auteur et le savoir. Cependant, au Kenya, il existe une compréhension meilleure et plus étendue du droit d'auteur au sein du gouvernement, dont la cause – et la mise en évidence – est expliquée par le fait que le gouvernement subventionne entièrement toute une gamme de livres et de ressources didactiques.
- 2.5 Les parties concernées par le droit d'auteur jouent un rôle crucial dans la manière de concevoir et d'appliquer le droit d'auteur. En Afrique du Sud, les détenteurs de droit, en général, ont exercé une pression politique demandant le renforcement de la protection du droit d'auteur, quelquefois au détriment de l'accès au savoir. En Ouganda, c'est essentiellement le lobby des musiciens qui a défendu les intérêts des détenteurs de droit d'auteur. Dans ce cas aussi, quelques-uns de ces lobbys sont protectionnistes, au prix de restreindre l'accès au matériel publié.
- 2.6 La communauté d'éducation au sens large – les bibliothécaires, les enseignants, les chercheurs, les étudiants – est peut-être le groupe de personnes le plus touché parmi les différents partenaires en ce qui concerne l'accès au savoir. Au Mozambique, par exemple, les bibliothèques nationales et universitaires sont en train de mettre en place de nouvelles formes d'accès numériques aux ressources didactiques et dans un des cas, un programme d'enseignement à distance a été lancé. En Égypte, les utilisateurs académiques perçoivent le droit d'auteur comme un obstacle qui restreint l'accès au savoir et qui rend la recherche, l'éducation et l'apprentissage plus difficile. Au Sénégal, le manque d'infrastructure et l'insuffisance des budgets institutionnels alloués aux ressources didactiques ont amené la communauté académique à violer le droit d'auteur par le biais de la reprographie pour faciliter l'accès aux ressources didactiques.

3. Les résultats de la recherche du projet D2ASA sur les limites et les exceptions spécifiques

Les limitations et les exceptions sont les véhicules majeurs permettant la consommation personnelle et publique d'œuvres protégées par le droit d'auteur dans un objectif légitime. Alors qu'elles couvrent un large champ d'utilisations et d'applications potentielles, nous discuterons ci-dessous quatre interprétations données par certains pays de l'étude du projet D2ASA et la manière dont elles facilitent ou pas l'accès aux ressources didactiques pour les apprenants.

3.1 Handicap et besoins spéciaux

Les limites et les exceptions pour les personnes handicapées ou ayant des besoins spéciaux sont particulièrement importantes puisque peu de ressources didactiques sont disponibles dans des formats accessibles à ces personnes, et la création d'accès destinés à ces personnes implique souvent une adaptation d'œuvres protégées par le droit d'auteur. Plusieurs pays de l'étude du

projet D2ASA ont pris des mesures pour aider les personnes handicapées ou ayant des besoins spéciaux. Ils ont aussi mis en place des lois et des programmes au niveau national qui visent à offrir des opportunités équitables aux personnes handicapées ou ayant des besoins spéciaux. Cette approche inclut la création d'institutions de formation spéciales. De telles institutions existent au Mozambique, au Kenya, en Afrique du Sud et en Ouganda. L'Afrique du Sud, par exemple, a établi une bibliothèque pour les aveugles par le biais de la loi 91 de 1998 créant la Bibliothèque sud-africaine pour les aveugles. L'Ouganda possède une institution publique pour les personnes ayant des besoins spéciaux ainsi que des installations et des services limités destinés à ces personnes dans la plupart des institutions publiques et privées comme les bibliothèques. L'Université de Makerere, la plus grande université publique d'Ouganda, fournit des guides pour les étudiants ayant un handicap ainsi qu'une technologie Braille pour soutenir les besoins didactiques de tels étudiants. En Afrique du Sud l'« University of South Africa » (UNISA), une des plus grandes institutions d'enseignement par correspondance au monde, plus de 1000 étudiants malvoyants et malentendants bénéficient d'un enseignement en Braille ainsi que sur bande-son. En Égypte, l'Université d'Alexandrie a mis des personnes qui lisent à la disposition des étudiants ayant des problèmes auditifs. Ce programme est très populaire auprès de ces étudiants. De même, la fameuse bibliothèque d'Alexandrie, la « Bibliotheca Alexandrina », offre des cours sur la manière d'utiliser de telles installations pour les handicapés.

Pourtant, aucun des pays de l'étude du projet D2ASA n'a inclus des dispositions significatives s'appliquant aux personnes handicapées dans leurs lois sur le droit d'auteur. Cette omission fait que certaines activités permises par d'autres lois nationales à l'égard des personnes handicapées, comme la conversion de contenu à un format accessible à ces personnes (par exemple les formats en Braille ou les formats audio) ne peuvent être réalisés qu'avec la permission expresse du détenteur du droit d'auteur. Ceci révèle des inconsistances dans le cadre législatif, où certaines lois d'un pays ont pour objectif de fournir des services aux personnes handicapées alors que la loi sur le droit d'auteur ne le permet pas. Le manque de dispositions pour les utilisateurs handicapés au sein des lois de droit d'auteur de pays D2ASA perpétue de manière potentielle le gouffre existant au niveau de l'accès entre les personnes handicapées et les autres utilisateurs de mêmes services et installations.

3.2 Enseigner et apprendre

De plus en plus, pour de nombreux africains, les cours par correspondance sont la meilleure option ou même la seule option d'accéder à une éducation tertiaire ou à une formation pratique. Les cours par correspondance rendent le coût de l'éducation abordable et accessible même pour les sections des sociétés africaines désavantagées économiquement. Les résultats du projet D2ASA au Mozambique, par exemple, montre que l'Université Eduardo Mondlane (UEM) pilote, par le biais de son Centre pour les cours par correspondance, un enseignement en ligne utilisant des modules numérisés, des plateformes de e-learning, des tutoriels et des fora, chats et téléconférences en ligne.

Les programmes d'enseignement en ligne comme celui de l'UEM ont été rendus possibles grâce à l'infrastructure toujours grandissante de certaines universités. Entre autres, UNISA, en Afrique du Sud est en train d'expérimenter un contenu numérique sous forme de kiosques qui permettent aux étudiants de télécharger le contenu ayant trait à leurs cours sur des CD, des DVD ou des mémoires flash (USB).

Nonobstant le potentiel démontré ou la forte demande en enseignement par correspondance ou en ligne, les lois de droit d'auteur des pays de l'étude du projet D2ASA ne prennent pas en compte ce mode de livraison et d'instruction par le biais de limitations et d'exceptions spécifiques. Par conséquent, les institutions offrant un enseignement par correspondance ou en ligne se trouvent dans l'incertitude quant à ce qui est permis ou non.

L'introduction de dispositions d'utilisation équitable est un autre type de limitation du droit d'auteur concernant l'enseignement : soit la variante « fair dealing » (c'est le cas du Kenya et de l'Afrique du Sud) ou la variante « fair use » (c'est le cas de l'Ouganda). Ces dispositions autorisent à copier ou à utiliser les ressources didactiques de façon limitée sans avoir à obtenir la permission du détenteur des droits, dans le cas où il s'agit d'une étude ou d'une recherche privée ou d'une critique ou d'une citation.

La recherche du projet D2ASA a montré que, lorsqu'une telle disposition d'équité existe dans le statut de droit d'auteur du pays (par exemple, le Kenya, l'Afrique du Sud, l'Ouganda), elle a tendance à être trop vague pour fournir un mécanisme d'accès fiable. Par exemple, la taille de la « portion équitable » d'une œuvre protégée par le droit d'auteur, c'est-à-dire la portion qui peut être copiée pour les besoins d'une recherche privée, est loin d'être clairement définie dans les lois de plusieurs pays du projet D2ASA.

L'existence de dispositions – que ce soit dans le statut du droit d'auteur (par exemple, le Kenya) ou dans d'autres lois (comme la loi sur les communications et transactions électroniques de l'Afrique du Sud) - qui empêche la circonvolution des mécanismes de protection techniques (MPT) est un autre facteur qui sape les dispositions d'équité dans les statuts de droit d'auteur de certains pays du projet D2ASA. De telles dispositions ont pour effet d'empêcher les utilisateurs d'exercer leur droit d'équité afin d'accéder à un article didactique protégé par un droit d'auteur pour une étude privée parce que l'œuvre en question est protégée par des MTP.

3.3 Bibliothèques et archives

Les bibliothèques et en particulier les bibliothèques publiques jouent un rôle extrêmement important en Afrique où une majorité d'individus ne peut pas acheter un exemplaire personnel des ressources didactiques. La recherche du projet D2ASA a trouvé que l'accès public a été largement considéré comme étant un mécanisme d'accès important, particulièrement dans le cadre académique et de la recherche. Cependant, dans tous les pays d'étude, sauf en Afrique du Sud, la plupart des bibliothèques et des archives manquent cruellement de ressources. Même certaines régions de l'Afrique du Sud ont des bibliothèques manquant de ressources.

Malgré le net besoin d'un meilleur soutien des bibliothèques et des archives, il a été trouvé que les dispositions concernant les bibliothèques et les archives dans les lois sur le droit d'auteur étaient généralement inadéquates. Le projet D2ASA a établi que dans certains cas, il existait un manque de clarté concernant la nature des reproductions permises dans les bibliothèques et les archives pour la conservation de leurs collections, les objectifs de prêt au public ou pour la numérisation de leur collections.

3.4 Textes gouvernementaux et procédés légaux

La plupart des pays mettent en place des dispositions qui assurent que des textes d'intérêt public soient exempts du droit d'auteur et entrent immédiatement dans le domaine public. C'est une autre catégorie importante de limitations et d'exceptions pour la cause de l'accès aux ressources didactiques.

En général, il a été trouvé que les pays d'étude du projet D2ASA tendent à exclure la plupart des œuvres et des textes législatifs de la protection de droit d'auteur. Ceci concerne les décrets, les ordres ou décisions des cours de justice ainsi que les rapports rédigés par les comités ou commissions d'enquête nommés par le gouvernement. Cependant dans certains pays, comme l'Ouganda, il existe des contradictions concernant ce principe d'accès aux textes gouvernementaux et juridiques par le public. En Ouganda, la propriété de tels textes est donnée au gouvernement, ce qui empêche potentiellement l'objectif de pouvoir publier les textes juridiques ou les travaux de l'état sans aucune entrave au droit d'auteur. Les œuvres d'intérêt public devraient être du domaine public dans le cadre de la transparence, de l'obligation de rendre des comptes et de l'accès du public.

De plus, en Afrique de Sud, les droits de propriété intellectuelle selon la loi sur la recherche et le développement financé par le public, la loi No 51 de l'an 2008, indique que dans certaines circonstances, les droits de propriété intellectuelle doivent appartenir au «Bureau national pour la gestion de la propriété intellectuelle» (NIPMO) nouvellement créé. La recherche effectuée lors du projet D2ASA suggère que l'approche sud-africaine, alors qu'elle pourrait être utile quand un organisme privé tente de s'approprier de telles œuvres, ne traite cependant pas la question plus générale, à savoir, s'il serait plus bénéfique au Sud-africains d'avoir un système qui attribuerait une telle propriété intellectuelle directement au domaine public.

4. Conclusion

En général, la recherche menée par le projet D2ASA indique que l'état de l'accès au savoir (et aux ressources didactiques en particulier) est précaire. Dans tous les cas étudiés, l'adoption d'une loi libérale sur le droit d'auteur, qui inclurait des limites et exceptions claires et appropriées en faveur de l'accès aux ressources didactiques, constituerait une amélioration significative pour la facilitation de l'accès au savoir. Cependant, dans certains cas, les effets d'une loi libérale sur le droit d'auteur seront plus visibles dans un proche avenir que maintenant. Vue l'opportunité immense que les TIC et l'Internet fournissent dans le domaine de la formation en Afrique, il

importe que les lois nationales sur le droit d'auteur reflètent cette opportunité et facilitent l'accès aux ressources didactiques par des moyens nouveaux et efficaces.

Les communautés internationales intéressées par le droit d'auteur et par l'accès au savoir et en particulier le comité « SCCR » de l'Organisme mondial de la propriété intellectuelle (OMPI) doit tenir compte des lois et des pratiques existantes surtout lors des discussions concernant la manière de procéder à l'égard des limitations et des exceptions du droit d'auteur. En Afrique, les limites et exceptions doivent être basées sur les réalités pratiques. De façon similaire, l'aide que l'OMPI apportera à ces pays doit tenir compte du manque de flexibilité du droit d'auteur qui a été mis en évidence dans la présente lettre d'information ainsi que des limitations et des exceptions prévues dans les réglementations internationales. Selon la recherche du projet D2ASA, toutes les parties intéressées pourraient tirer un meilleur parti du système si les lois sur le droit d'auteur prenaient davantage les réalités des pays étudiés en compte.

Annexe: Réseau de recherche du projet D2ASA

Nom	Organisme/Lieu
Mr. Chris Armstrong, Directeur de recherche du projet D2ASA	LINK Centre, Wits P&DM, Université de Witwatersrand, Johannesburg, Afrique du Sud
Melle Lauren Fok, coordinateur du projet D2ASA	LINK Centre, Wits P&DM, Université de Witwatersrand, Johannesburg, Afrique du Sud
Melle Luci Abrahams, personnel de soutien de la direction du projet D2ASA	Directeur, LINK Centre, Wits P&DM, Université de Witwatersrand, Johannesburg, Afrique du Sud
Dr. Dick Kawooya, chercheur principal du projet D2ASA et membre de l'équipe ougandaise	Ecole des hautes études en sciences de l'information, Université de Wisconsin, Milwaukee, USA, & LINK Centre, Wits P&DM, Université de Witwatersrand, Johannesburg, Afrique du Sud
Mr. Tobias Schonwetter, consultant de recherche du projet D2ASA et membre de l'équipe sud-africaine	Unité de recherche sur la propriété intellectuelle, Faculté de droit, Université du Cap (UCT), Ville du Cap, Afrique du Sud
Mr. Achal Prabhala, consultant du projet D2ASA	Chercheur IPR, Bangalore, Inde
Prof. Jeremy De Beer, consultant du projet D2ASA	Faculté de droit, Université d' Ottawa, Canada
Melle Denise Nicholson, conseillère en politique et en dissémination du projet D2ASA	Bibliothécaire des services sur le droit d'auteur, Université de Witwatersrand, Johannesburg, Afrique du Sud
Mr. Andrew Rens, consultant et conseiller du projet D2ASA	Shuttleworth Foundation, Cape Town, Afrique du Sud
Mr. Khaled Fourati	Officier sénior de programme, IDRC ICT4D Acacia Programme, Afrique du Sud
Melle Karien Bezuidenhout	Directrice d'exploitation, Shuttleworth Foundation, Ville du Cap, Afrique du Sud
Melle Salome Omamo, consultante du projet D2ASA, spécialiste des différences entre hommes et femmes	Own & Associates, Nairobi, Kenya
Melle Caroline Ncube, membre de l'équipe sud-africaine du projet D2ASA	Unité de recherche sur la propriété intellectuelle, Faculté de droit, Université du Cap (UCT), Afrique du Sud
Melle. Pria Chetty, membre de l'équipe sud-africaine du projet D2ASA	Chetty Law, Johannesburg, Afrique du Sud
Mr. Ronald Kakungulu, membre de l'équipe ougandaise du projet D2ASA	Faculté de droit, Université Makerere, Kampala, Ouganda, & Université de l'Arizona, Tucson, Etats-Unis
Melle Jeroline Akubu, membre de l'équipe ougandaise du projet D2ASA	Commission des réformes des lois de l'Ouganda (ULRC), Kampala, Ouganda
Mr. Poku Adusei, membre de l'équipe ghanéenne du projet D2ASA	Faculté de droit, Université du Ghana Legon, Accra, Ghana, & Université McGill, Montreal, Canada
Mr. Kwame Anyimadu-Antwi, membre de l'équipe ghanéenne du projet D2ASA	Faculté de droit, Université des sciences et de la technologie Kwame Nkrumah (KNUST), Kumasi, Ghana
Melle Nana Helm, membre de l'équipe ghanéenne du projet D2ASA	Fugah & Co., Accra, Ghana
Mr. Assane Faye, membre de l'équipe sénégalaise du projet D2ASA	Chef des services des ressources humaines, Université de Bambey, Bambey, Sénégal
Melle Nogaye Ndour, membre de l'équipe sénégalaise du projet D2ASA	Faculté des sciences juridiques et politiques, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal
Mr. Mamadou Seye, membre de l'équipe sénégalaise du projet D2ASA	Université de Bambey, Bambey, Sénégal
Prof. Moatasem ElGheriani, membre de l'équipe égyptienne du projet D2ASA	Faculté de droit, Université d'Alexandrie, Egypte
Dr. Bassem Awad, membre de l'équipe égyptienne du projet D2ASA	Juge, Ministère égyptien de justice, Alexandrie, Egypte
Dr. Perihan Abou Zeid, membre de l'équipe égyptienne du projet D2ASA	Faculté des études juridiques et des relations internationales, Université Pharos à Alexandrie, Egypte
Melle Marisella Ouma, membre de l'équipe kényane du projet D2ASA	Bureau du droit d'auteur du Kenya, Nairobi, Kenya
Dr. Ben Sihanya, membre de l'équipe kényane du projet D2ASA	Faculté de droit, Université de Nairobi, & Innovative Lawyering, Nairobi, Kenya

Dr. Said Aghrib, membre de l'équipe marocaine du projet D2ASA	Faculté de droit et d'économie, Université Cadi Ayyad, Marrakech, Maroc
Dr. Noufissa El Moujaddidi, membre de l'équipe marocaine du projet D2ASA	Faculté des sciences juridiques, Université Mohamed V Souissi, Rabat, Maroc
Prof. Abdelmalek El Ouazzani, membre de l'équipe marocaine du projet D2ASA	Faculté de droit de Marrakech, Université Cadi Ayyad, Marrakech, Maroc
Mr. Fernando dos Santos, membre de l'équipe mozambicaine du projet D2ASA	Faculté de droit, Université Eduardo Mondlane (UEM), & l'Institut mozambicain de propriété industrielle (IPI), Maputo, Mozambique
Melle Julieta Nhane, membre de l'équipe mozambicaine du projet D2ASA	Faculté de droit, Université Eduardo Mondlane (UEM), & l'Institut mozambicain de propriété industrielle (IPI), Maputo, Mozambique
Mr. Filipe Sitori, membre de l'équipe mozambicaine du projet D2ASA	Faculté de droit, Université Eduardo Mondlane (UEM), Maputo, Mozambique